

20220310 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/39093/a-calais-les-associations-outrées-par-la-différence-de-traitement-entre-les-ukrainiens-et-les-autres-exilés>

[Actualités](#)



Environ 1 500 migrants vivent à Calais, dans le nord de la France. Crédit : Reuters

À Calais, les associations outrées par la différence de traitement entre les Ukrainiens et les autres exilés

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 10/03/2022

Dans le nord de la France, les associations s'insurgent contre la différence de traitement accordé aux déplacés ukrainiens et aux autres exilés. Les premiers ont pu profiter d'hébergements d'urgence à Calais, tandis que les deuxièmes survivent dans des conditions précaires, dans des campements insalubres. **L'Auberge des migrants réfléchit à déposer plainte contre l'État et la mairie pour discrimination, et dénonce une logique "raciste".**

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février, plus de 600 Ukrainiens sont arrivés à Calais, dans l'espoir de monter dans un ferry en direction du Royaume-Uni. La majorité louent des chambres d'hôtels à des tarifs préférentiels. Pour ceux qui n'en ont pas les moyens, la mairie a transformé l'auberge de jeunesse de la ville en centre d'hébergement d'urgence. Près de 140 personnes y ont été logées ces derniers jours, en attendant d'obtenir un visa pour l'Angleterre. Environ 750 logements ont également été mis à la disposition des Ukrainiens par les collectivités territoriales de l'État.

La maire Natacha Bouchart s'est démenée pour offrir un accueil à ces déplacés. Certains ont même pu profiter d'un repas dans une brasserie de Calais réservée par l'édile et ont reçu un sac rempli de brochures touristiques de la ville. Natacha Bouchart a également bataillé auprès des services de l'État et du consulat britannique pour qu'ils obtiennent rapidement une autorisation de séjour outre-Manche. "On ne refoule pas des réfugiés dans mon

agglomération", a-t-elle déclaré à la presse venue l'interroger dans son bureau, alors qu'elle recevait une famille ukrainienne.

Environ 1 500 exilés dans les campements informels

À quelques kilomètres de là, environ 1 500 exilés – non-ukrainiens - vivent dans le dénuement le plus total dans les rues de la ville. Les camps informels sont démantelés plusieurs fois par semaine et les habitants se plaignent de ne pas pouvoir récupérer leurs effets personnels lors de ces évacuations. Pour empêcher la formation de ce type de lieux, la mairie a, ces dernières années, fait installer [des rochers](#), [des arceaux de vélo](#), et a [déboisé un terrain](#) où vivaient des migrants.

Depuis septembre 2020, [un arrêté préfectoral interdit aux associations non mandatées par l'État de distribuer de la nourriture aux exilés dans le centre-ville de Calais](#). Les humanitaires assurent subir un harcèlement policier sous la forme de nombreuses amendes pour stationnement gênant ou non-respect du couvre-feu instauré pendant la crise sanitaire.

>> **À (re)lire :** [L'État sévèrement critiqué pour sa gestion des migrants à Calais et Grande-Synthe](#)

Cette différence de traitement ulcère les associations de la région. "On salue l'hospitalité réservée aux Ukrainiens mais on constate une prise en charge à deux vitesses", peste Marguerite Combes, coordinatrice d'Utopia 56 à Calais. "On demande depuis des années un accueil digne et inconditionnel, en vain. On nous a toujours dit que c'était impossible, qu'il n'y avait pas de moyens et là, on trouve des solutions en seulement quelques jours", s'insurge William Feuillard, coordinateur de l'Auberge des migrants. "Le modèle ukrainien est le modèle à suivre pour tout le monde", insiste le militant.

Logique "raciste"

Le collectif Migration 59, qui s'efforce de loger les migrants chez des particuliers, a appelé, mercredi 9 mars, dans une lettre ouverte la préfète chargée de l'égalité des chances dans les Hauts-de-France, Camille Tubiana, à "veiller à ce que l'accueil des exilés n'engage aucune discrimination".

L'association salue, elle aussi, les mobilisations annoncées par de nombreuses communes en faveur des Ukrainiens, ajoutant que "cela tombe bien car les centaines d'exilés que nous rencontrons à Calais sont précisément des personnes qui ont fui les guerres au Soudan, au Tchad, en Syrie, en Afghanistan". "Il serait parfaitement scandaleux et illégal de réserver des places d'accueil aux exilés ukrainiens tout en excluant les exilés qui ont une autre appartenance ethnique ou religieuse," poursuit Migration 59.

Natacha Bouchart, qui se présente comme "la maire qui a fait le plus de façon humanitaire", estime être victime d'un "faux procès". Les "associations n'ont pas de leçon humanitaire à me donner", a-t-elle dit à la presse locale.

L'Auberge des migrants enfonce le clou et affirme réfléchir à déposer une plainte contre la mairie et l'État pour discrimination. Son président François Guennoc, interrogé par [France Bleu Nord](#), dénonce une logique "raciste" et rappelle qu'un "traitement inégal entre des

personnes de sexes différents, de couleurs de peau différentes ou de religions différentes est un délit".

Outre l'hébergement, l'accès au Royaume-Uni n'est pas le même pour tous. Pour rejoindre le pays, aucun visa n'est proposé aux exilés non-ukrainiens. Pour atteindre le Royaume-Uni, leur seule option est de se cacher dans des camions ou de monter dans des embarcations de fortune, au péril de leur vie. L'an dernier, au moins 30 personnes sont mortes dans la Manche et quatre autres ont disparu.